

Unité départementale de Loire-Atlantique
5, rue Françoise Giroud - CS16326
44263 Nantes Cedex 2

Nantes, le 22/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/05/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FRAMATOME

CD 723
Route de Nantes
44320 Saint-Viaud

Références : N5-2026-0586
Code AIOT : 0006301446

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2026 dans l'établissement FRAMATOME implanté CD 723 Route de Nantes 44320 Saint-Viaud. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient dans le cadre des suites des inspections de 2023 et 2025, de la réalisation de l'extension "Atelier chromage de tubes" mais également dans le contexte du projet de modifications KAP2, objet d'un porter à connaissance transmis le 7 mai 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRAMATOME
- CD 723 Route de Nantes 44320 Saint-Viaud
- Code AIOT : 0006301446

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société FRAMATOME est spécialisée dans la fabrication de tubes et autres pièces métalliques en alliage de zirconium. Cette fabrication est réalisée par travail mécanique des métaux et d'opérations de traitement de surface. L'établissement comporte également des stockages d'acides fluorhydrique et fluo-nitrique, ainsi que des activités de régénération d'acides usagés.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Sites et sols pollués
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement au titre de la rubrique n°4130 - constat 15 de 2025	Code de l'environnement du 01/01/2019, article Annexe au R.511-9	Demande d'action corrective	
2	Mesures de gestion sur la parcelle n°AD 201	Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article II.1.3.	Demande d'action corrective	1 mois
3	Mesures compensatoires zones humides	Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article I.2.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article II.1.4.	Demande d'action corrective	1 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article II.2.4. et II.2.5.	Demande d'action corrective	
6	Phénomènes dangereux extérieurs au site	Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article II.2.7.	Demande d'action corrective	1 mois
7	Stockage de matières combustibles	Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article II.2.8.	Demande d'action corrective	
8	Sacs sur têtes de sprinklage	Arrêté Préfectoral du 14/02/2017, article 3.4.5.	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	- suite constats 11 de 2022 et 5 de 2023			
9	Mise à jour du POI - suite du constat 8 de l'inspection 2025	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
10	Autosurveillance des rejets d'eaux industrielles traitées	Arrêté Préfectoral du 06/07/2000, article 3.8.2. et 3.8.3.	Demande d'action corrective	
11	PFAS - suite des constats 12 à 14 de l'inspection 2025	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 et 4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs points objets de demandes de l'inspection des installations classées formulées à l'issue des inspections de 2023 et 2025, ou reprises dans l'arrêté préfectoral du 24/12/2024, n'ont pas fait l'objet d'actions correctives. Il est demandé de remédier à ces manques dans les meilleurs délais, sous peine de faire l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet. Concernant d'autres points nouvellement examinés, il est attendu des compléments.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement au titre de la rubrique n°4130 - constat 15 de 2025

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2019, article Annexe au R.511-9	
Thème(s) : Situation administrative, Réponses à l'inspection de 2025	
Prescription contrôlée :	
4130. Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.	
1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	

dans l'installation étant :	
a) Supérieure ou égale à 50 t	(A-1)
b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t	(D)
2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	
a) Supérieure ou égale à 10 t	(A-1)
b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	(D)
3. Gaz ou gaz liquéfiés. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	
a) Supérieure ou égale à 2 t	(A-3)
b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 2 t	(D)

Constat n°15 de l'inspection de 2025 et demande associée :

"Constats : Le site FRAMATOME de Montreuil-Juigné a classé le mélange d'acide fluo-nitrique en rubrique n°4130, ce qui augmente notablement la somme SEVESO sans dépassement du seuil haut. Le site de Saint-Viaud l'a classé en rubrique n°4120. Ceci peut s'expliquer potentiellement par une différence de process/concentration de cet acide.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant se rapproche du site de Montreuil-Juigné pour évaluer l'opportunité d'un classement en rubrique n°4130 et non n°4120 comme actuellement. Il transmet le cas échéant le classement ICPE révisé et les justificatifs associés, notamment concernant la règle des cumuls SEVESO."

Constats :

Dans sa réponse du 25/07/2025 au rapport de l'inspection du 27/06/2025, l'exploitant s'était engagé à transmettre l'évaluation de ce classement au 1er septembre 2025. Une relance a été faite par courrier électronique du 9 septembre 2025 ; dans sa réponse du 26/09/2025, l'exploitant s'était engagé à transmettre ses compléments de réponse et plan d'actions actualisé au 17/10/2025. Ces éléments n'ont pas été transmis, que ce soit pour le classement au titre de la rubrique n°4130 ou plus généralement concernant les éléments complémentaires attendus (courrier électronique du 09/09/2025).

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la différence de classement pouvait être due à la concentration en acide différente sur le site de Montreuil-Juigné ; il a connaissance du guide d'aide au classement "Guide technique - Application de la classification des substances et mélanges dangereux à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement" de janvier 2020, mais n'a pas encore réalisé l'évaluation demandée.

l'environnement" de janvier 2020, mais n'a pas encore réalisé l'évaluation demandée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'évaluation du classement au titre de la rubrique n°4130 (et le positionnement au titre du critère Seveso) est à transmettre dans le délai de réponse au présent rapport d'inspection. A défaut, une mise en demeure pourra être proposée au préfet. D'une manière générale, suite au courrier électronique du 9 septembre 2025, l'exploitant fournit dans un délai court les compléments attendus sur les suites de l'inspection du 27 juin 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 2 : Mesures de gestion sur la parcelle n°AD 201

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article II.1.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Réaménagement pour l'implantation de l'atelier chromage de tubes
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant met en œuvre en particulier les mesures de gestion suivantes, décrites dans ce même document : - les bâtiments sont de plain-pied, sans sous-sol ni vide-sanitaire ; - les épaisseurs de dalle béton sont de 0,15 m au minimum; - le taux de ventilation minimal des bâtiments localisés sur la parcelle est de 0,12 volume/heure. ; - les sols superficiels des espaces extérieurs, y compris les merlons végétalisés créés avec les délais de terrassement, sont recouverts par des matériaux de finition : asphalte, béton, pavés etc.. ou 30 cm de terre végétale, - les espaces disponibles ne sont pas utilisés en potager ni plantés d'arbres fruitiers, - il n'est fait aucun usage des eaux souterraines, - les canalisations souterraines d'eau potable sont implantées en dehors des zones identifiées comme contaminées, ou circulent dans des remblais d'apport sains ou sont imperméables aux substances organiques (acier, fonte, système multicouche). L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs du respect de ces dispositions. [...]
Constats : Les extraits du Dossier des Ouvrages Exécutés de l'atelier chromage de tubes examinés (rapport final du contrôleur technique du 31/03/2025, plan n°4 des dallages, plans relatifs à l'aéraulique), et la visite sur site ont permis de vérifier : - que la dalle béton du bâtiment est comprise entre 15 et 18 cm ; - le bâtiment de 10 483 m3 est associé à un débit de ventilation de 38 000 m3/h, permettant donc un renouvellement de 3 volumes/heure ; - que les bâtiments sont de plain pied, sans sous-sol ni vide sanitaire ; - l'absence de potager ou arbres fruitiers, ou d'utilisation des eaux souterraines ; - le tracé des canalisations d'eau potable. Sur ce dernier point, il n'a pas été présenté d'éléments justifiant de leur mise en œuvre au sein de matériaux sains (existants ou mis en place lors des travaux).

<p>Il n'a pas été apporté d'éléments permettant de justifier, au droit des zones non revêtues, de la présence de 30 cm de terre végétale saine. Il a été identifié, à proximité de la zone extérieure non revêtue au nord de l'atelier chromage de tubes, récemment remaniée, des remblais de couleur plus foncée, une odeur d'hydrocarbures, et la présence de quelques déchets (plastiques, ...).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il doit être justifié que les canalisations d'eau potable ont été mises en place au sein de zones non contaminées ou de matériaux d'apport sains.</p> <p>Des sondages de caractérisation des sols en nombre suffisant et répartis sur les zones non revêtues (y compris merlon) de la parcelle AD n°201 sont à réaliser pour vérification de la qualité des sols en place. Un plan d'actions avec échancier est transmis pour mise en conformité de ces sols superficiels extérieurs le cas échéant (recouvrement par 30 cm de terre végétale ou matériaux sains).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Mesures compensatoires zones humides

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article I.2.4.</p>
<p>Thème(s) : Autre, Conformité au dossier de porter à connaissance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations objets du présent arrêté sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers de porter à connaissance de novembre 2023 et février 2024 complétés en dernier lieu le 7 octobre 2024.</p> <p>Le rapport de l'écologue du 02/10/2024 transmis en complément au porter à connaissance relatif à l'implantation d'un atelier de chromage de tubes sur la parcelle AD n°201 précise les modalités de compensation zones humides prévues dans le cadre du projet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur la base des échanges avec l'exploitant et de la visite sur place, il est constaté, par comparaison avec les recommandations de l'écologue (document du 02/10/2024 notamment paragraphe 4.1.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que des sondages ont été réalisés au préalable du réaménagement de la zone de compensation, ayant conduit à l'élimination des terres polluées et à la mise en place d'un géotextile ; - que la palissade existante a bien été retirée. Toutefois, la zone de compensation de 390 m² a été grillagée, avec notamment une palissade pleine à sa base, dont la profondeur n'a pu être précisée ; sa présence à l'amont de la zone de compensation est susceptible d'influer sur l'alimentation de la zone humide via les ruissellements de surface ; - qu'une pente douce a bien été aménagée sur les 10 m en amont de la phragmitaie existante ; celle-ci ne s'est pas étendue sur l'année post-travaux écoulée. <p>Etant donné la végétation dense et de récents remaniements de terres, il n'a pas été possible de visualiser le rétablissement des eaux pluviales au droit du franchissement de la voie entre le site existant et l'extension "atelier chromage de tubes", ni les aménagements associés favorables au</p>

passage des amphibiens.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les sondages de sols et travaux consécutifs (évacuation de terres, poste du géotextile) sont à justifier sur documents.</p> <p>La partie de palissade pleine mise en place à la base de la zone de compensation délimitée doit être supprimée, ou il est démontré l'absence d'incidence de cette palissade sur l'alimentation de surface de la zone humide.</p> <p>La surveillance de la zone de compensation est poursuivie dans l'année à venir ; dans le cas où la phragmitaie ne s'étendrait pas sur au moins 70% de la surface à l'issue de ce délai, des plantations seront à réaliser conformément aux recommandations de l'écologue.</p> <p>Le passage d'un écologue, à la faveur des investigations en cours concernant le projet KAP2, permettrait de faire le bilan des actions réalisées et d'apporter des éléments utiles sur plusieurs de ces points.</p> <p>Enfin, la conformité des aménagements relatifs aux eaux pluviales et au passage des amphibiens au droit de la voie entre le site existant et la parcelle AD n°201 est à justifier.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article II.1.4.
Thème(s) : Risques chroniques, IOTA, SAGE et SDAGE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales de toitures et voiries issues des parcelles AD n°201, 202 et 228 sont collectées et envoyées vers le réseau d'eaux pluviales du site existant.</p> <p>Avant le 31 mars 2025, l'exploitant transmet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - son positionnement sur le classement du site au titre de la rubrique IOTA 2.1.5.0. en considérant l'ensemble des surfaces imperméabilisées du site, - son étude des solutions de rétention et traitement des eaux de voiries issues du site avant rejet dans les trois exutoires existants du site permettant de satisfaire les dispositions du SDAGE Loire-Bretagne et du SAGE Estuaire, avec un plan d'actions et un calendrier associé.
<p>Constats :</p> <p>Les éléments demandés n'ont pas été transmis par l'exploitant, plus d'un an après l'échéance, et ne sont pas encore disponibles.</p> <p>L'exploitant précise que le retard est lié au constat d'un réseau et de dispositifs de régulation/confinement sous-capacitaires par rapport aux calculs initiaux : diamètres extérieurs de canalisations considérés initialement et non les diamètres intérieurs notamment, dispositifs finalement non mobilisables par manque de certains équipements, ...</p> <p>La situation du site relative à la nomenclature IOTA a été précisée dans le porter à connaissance "KAP2" transmis à l'inspection des installations classées le 7 mai 2026. Celui-ci renvoie également à des études hydrauliques de faisabilité pour satisfaire les dispositions du SDAGE Loire-Bretagne et du SAGE Estuaire.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La demande de compléments du 18/05/2026 relative au projet "KAP2" reprend les demandes associées à ce point. A défaut de réponses satisfaisantes à ce courrier dans un délai raisonnable, une mise en demeure pourra être proposée au préfet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article II.2.4. et II.2.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie n°8105 et 75
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article II.2.4. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> d'un poteau incendie privé (n°8105) situé près du stockage des fûts de déchets de zirconium, connecté au réseau d'eau de ville et délivrant un débit minimal de 120 m³/h ; d'un poteau incendie (n°75) situé sur le domaine public à l'entrée principale du site, délivrant un débit minimal de 120 m³/h. [...] <p>Article II.2.5. [...] Dans le cas où l'exploitant n'est pas en mesure de justifier les capacités minimales des poteaux référencés sous les numéros 8105 et 75, l'exploitant propose et met en œuvre des mesures alternatives permettant d'assurer une efficacité équivalente.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports 2024 et 2025 de mesure des débits des poteaux incendie participant à la défense incendie du site n'intègrent pas le poteau n°75, dont la capacité actualisée n'est donc pas connue (poteau sur le domaine public). Par ailleurs, ces relevés (notamment le relevé 2024 du 31/07/2024) mentionnent un débit de 70 m³/h pour le poteau 8105, bien inférieur aux 120 m³/h requis. L'exploitant n'a pas pu présenter de mesure alternative compensant a minima la perte de capacité de ce poteau interne. En complément ont été évoquées les modalités d'accès et de pompage par le SDIS à la lagune. L'exploitant a présenté le PV de réception du 23/11/2017 mentionnant une aire d'aspiration de 100 m². Ces modalités n'ont pas été revues suite aux dernières évolutions du site, notamment concernant ses accès (second accès par la rue Leroy - atelier Chromage de tubes créé en 2025). L'exploitant précise que le SDIS sera présent sur site le 21 mai 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précise la capacité du poteau public n°75, et présente les mesures alternatives visant</p>

à compenser les capacités du poteau n°8105 et le cas échéant du poteau n°75. Les modalités d'accès et de pompage dans la lagune sont ré-évaluées avec le SDIS, dès la fin mai afin de s'assurer de son utilisation possible en cas de sinistre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 6 : Phénomènes dangereux extérieurs au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article II.2.7.
Thème(s) : Risques accidentels, Zone industrielle, site voisin ARETZIA
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie, d'ici fin 2024, les phénomènes dangereux susceptibles de se produire à l'extérieur de son site, issus de sites industriels, et qui pourraient avoir un impact sur son établissement et le cas échéant procède à l'actualisation de son étude de dangers.
Constats : L'exploitant précise qu'une prise de contact et réunion avec le principal site industriel voisin ont eu lieu, amenant à la conclusion qu'aucun phénomène dangereux n'aurait des effets sur le site FRAMATOME. Aucun écrit à ce sujet n'a pu être présenté. Il n'a pas été mené d'analyse plus large à l'échelle de la zone autour du site afin d'évaluer si d'autres sites ou activités étaient susceptible d'avoir des effets sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'analyse demandée et ses conclusions sont à aboutir et les éléments justificatifs à transmettre dans le délai de réponse au présent rapport d'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Stockage de matières combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article II.2.8.
Thème(s) : Risques accidentels, Atelier emballage-expéditions
Prescription contrôlée : Zones de stockage de l'atelier emballage - expéditions En référence à l'annexe 10 de l'étude de dangers du 28/12/2023 - rapport de modélisation des flux thermiques référencé BV/0797715/ 20214349-1 version 0 du 20/12/2023, aucune matière combustible n'est entreposée à proximité de l'atelier emballage/expédition dans la zone où les flux thermiques modélisés sont supérieurs à 8 kW/m².
Constats : La zone proche des stockages de l'atelier emballage/expédition comporte des machines mais

également quelques matières combustibles (caisses en bois...).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant précise les modalités de mise en œuvre des dispositions ci-dessus (absence de matières combustibles dans la zone de flux thermiques supérieurs à 8 kW/m2).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 8 : Sacs sur têtes de sprinklage - suite constats 11 de 2022 et 5 de 2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2017, article 3.4.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat n°11 de l'inspection 2022 : <i>"Concernant le sprinklage, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification en date du 4/05/2022. Il est mentionné une NC concernant la présence de sacs plastiques sur les têtes de sprinklage. L'exploitant indique qu'il s'agit de sacs hydrosolubles conçus pour cette application qui lui ont été recommandés par son assureur. L'exploitant joint à sa communication un extrait du rapport de son assureur préconisant la mise en place de ce dispositif (sac en cellophane) pour éviter les dépôts graisseux de nature à retarder le déclenchement des têtes de sprinkler (extrait des recommandations de l'assureur de l'exploitant datant de 2018). Le rapport comporte également 5 "observations ou améliorations" pour lesquelles il est demandé à l'exploitant de préciser les actions entreprises vis-à-vis de ces points.</i> <i>Par courriel en date du 07/12/2022, l'exploitant a transmis un message de l'installateur. Le courriel n'est pas en mesure d'apporter des éléments techniques concernant les sachets en plastiques de 30 µ m pour isoler les têtes de sprinkler. Le courrier précise que le sachet sera éjecté sous la pression de l'eau en cas de déclenchement de la tête.</i> <i>Suite à l'inspection, il est demandé à l'exploitant de clarifier le dispositif mis en place sur les têtes de sprinklage (fiche technique, caractéristiques d'épaisseur,...) et de procéder à une concertation des acteurs afin de déterminer le cas échéant une position commune, ou le cas échéant de préciser les actions à mettre en œuvre.[...]."</i> Constat et demande issus de l'inspection de novembre 2023 :</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px;"> <p>Constats : Concernant les suites de ce constat, les actions restantes dans le plan d'actions au 22/03/23 sont :[...] - "Récupérer auprès de AAI la fiche technique des sacs plastique de protection des têtes de sprinklage afin de s'assurer de leur comptabilité avec la recommandation assureur. Transmettre cette fiche à SSE pour information DREAL + présenter cette fiche lors du prochain contrôle BV pour levée de la NC - Fiche technique récupérée auprès de AAI. Transmis aux Service Généraux avec l'extrait du rapport assurance pour levée de la NC lors du prochain contrôle BV" - Lever les NC identifiées par BV sur l'extinction automatique de la rectifieuse GRL500 (OT 11552019)" Il a été demandé à l'exploitant de réévaluer l'échéance à août 2023 de certaines actions jugée trop lointaine. En retour, l'exploitant a proposé d'avancer ces actions si possible à juin 2023. [...] Concernant les sacs plastiques sur les têtes de sprinklage, la fiche technique, très</p> </div>

[...]Concernant les sacs plastiques sur les têtes de sprinklage, la fiche technique, très sommaire, transmise par le fournisseur, montre simplement que ce sont des sacs en cellophane et précise leur épaisseur, et non qu'ils sont adaptés à l'usage qui en est fait et donc l'adéquation au sprinklage ; il n'est pas fait état de tests menés pour valider cette utilisation, et notamment que le transfert thermique se fait correctement au travers des sacs. Il convient de mener une concertation avec l'organisme de contrôle, l'assureur et le fournisseur du sprinklage/sacs cellophane, et d'examiner les référentiels pris en compte pour le site afin de déterminer ce qui est applicable (APSAD, FM Global...) afin d'aboutir dans les meilleurs délais sur ce sujet.

Cf derniers échanges :

Courrier du 20/11/2025 : Inspection du 28/11/2023 - Demandes formulées par mail du 16 juillet 2024, relayé le 10/10/2024 puis le 13/01/2025, le 17/01/2025, le 07/02/2025 et le 09/09/2025 : Constat n°5 : Suppression des sacs sur les têtes de sprinklage : quel est le retard de déclenchement du sprinklage susceptible d'intervenir du fait des dépôts graisseux sur les têtes ? Quelles sont les conséquences sur la stratégie de défense incendie du site ? Quelles actions alternatives aux sacs en cellophane sont mises en œuvre pour éviter ces dépôts graisseux et donc ses conséquences ?

Réponse FRAMATOME du 28/11/2025 : "Un contrôle réglementaire est en place sur les sprinklers des caves. Ce contrôle est réalisé tous les 6 mois par AAI. Ci-joint (PJ1) le compte rendu du dernier contrôle réalisé, envoyé le 08/07/2025. Afin de répondre aux interrogations posées une concertation avec l'organisme de contrôle (AAI), notre assureur (AXA) et le fournisseur du sprinklage/sacs cellophane, sera prochainement organisée pour statuer sur les meilleures dispositions pour garantir le bon fonctionnement du système. Nous vous tiendrons informée au plus tôt du créneau commun validé."

Absence de retour complémentaire

Constats :

Le courrier du 20/11/2025 relaye des interrogations restées sans réponse satisfaisante suite à l'inspection du 28/11/2023 (Demandes formulées par mail du 16 juillet 2024, relayé le 10/10/2024 puis le 13/01/2025, le 17/01/2025, le 07/02/2025 et le 09/09/2025) :

Constat n°5 : Suppression des sacs sur les têtes de sprinklage : quel est le retard de déclenchement du sprinklage susceptible d'intervenir du fait des dépôts graisseux sur les têtes ? Quelles sont les conséquences sur la stratégie de défense incendie du site ? Quelles actions alternatives aux sacs en cellophane sont mises en œuvre pour éviter ces dépôts graisseux et donc ses conséquences ?

La réponse de l'exploitant du 28/11/2025 indique qu'un contrôle réglementaire est en place sur les sprinklers des caves, réalisé tous les 6 mois par AAI par un prestataire, et qu'une concertation avec l'organisme de contrôle, l'assureur et le fournisseur du sprinklage/sacs cellophane sera prochainement organisée pour statuer sur les meilleures dispositions pour garantir le bon fonctionnement du système.

L'inspection des installations classées n'a pas eu de retour complémentaire depuis. L'exploitant précise par ailleurs que cette concertation n'a pas encore eu lieu, et que le prestataire ne donne pas de réponse ferme sur ce sujet. Les sacs ont été retirés des têtes de sprinklage, ce qui pose désormais la question des dépôts graisseux de nature à retarder le déclenchement des têtes de sprinkler.

déclenchement des têtes de sprinkler.

L'absence de réponse sur ce point à ce stade des échanges n'est pas acceptable.

Les deux rapports de vérification de l'installation de sprinklage du 22/05/2025 et du 10/03/2026 ont été consultés ; ils amènent les remarques suivantes (absence de remarque sur les sacs ou dépôts graisseux précités) :

- rapport 2025 : 6 alarmes pages 7 et 8 ne semblent pas avoir été testées ; des observations/améliorations sont formulées pages 12 et 13, datant de 2016, 2021 et 2025 ;
- rapport 2026 : 3 observations sont relayées de 2016 et 2025, et 3 observations relatives à l'entretien.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précise dans les plus brefs délais les modalités de garantie du bon fonctionnement des têtes de sprinklage, tenant compte du risque de dépôt graisseux, incluant entre autres une concertation telle que demandée depuis 2023.

La levée des observations relevées dans les rapports de vérification de mai 2025 et mars 2026 est également justifiée dans les meilleurs délais.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Mise à jour du POI - suite du constat 8 de l'inspection 2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Engagement de mise à jour au 31/12/2025

Prescription contrôlée :

Arrêté du 26/05/2014 - Art. 5

Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.

Constat de l'inspection 2025 :

Suivant le constat 10 de l'inspection de 2023, des observations ont été formulées sur le POI transmis le 21/09/2023 (référéncé QSE/P/MBD/085.22 du 28/08/2023). La réponse de l'exploitant du 04/04/2024 indique un POI en cours de mise à jour. L'exploitant a été relancé par mails du 16/07/2024 puis 10/10/2024. Il précise qu'à ce stade le POI a été révisé, mais que la version modifiée n'est pas encore approuvée. Il est prévu notamment que cette mise à jour intègre les éléments réglementaires sur les premiers prélèvements environnementaux (voir constats suivants).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met à jour son POI dans les plus brefs délais, au moins sur les observations déjà formulées, et le transmet à l'inspection des installations classées. L'intégration des dispositions sur les prélèvements environnementaux rend la mise à jour nécessaire dans les 3 ans à partir du 1er janvier 2023, soit pour le 1er janvier 2026.

Constats :

<p>Le courrier de l'exploitant du 09/12/2025, transmettant une nouvelle version du POI, suggérait qu'il s'agissait d'une version intermédiaire nécessitant quelques compléments.</p> <p>Après examen par sondage du POI version B du 24/11/2025, il s'avère que celui-ci comprend bien l'atelier de chromage de tubes (dernière extension réalisée), ainsi que la stratégie de déclenchement de la FIR (Force d'Intervention Rapide), et des prélèvements de sols et eaux de surface.</p> <p>Les fiches réflexes des scénarios 1 à 3, 6 à 9 intègrent le déclenchement de la FIR, pas les fiches n°4 et 5 relatives à un accident corporel et un accident routier, interrogeant sur les critères définis pour le déclenchement de la FIR.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les critères de déclenchement de la FIR sont à ré-évaluer en fonction des scénarios considérés dans le POI ; le cas échéant les fiches réflexes sont mises à jour et le POI nouvelle version transmis à l'inspection des installations classées (à mettre à jour également à réalisation du projet KAP2).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Autosurveillance des rejets d'eaux industrielles traitées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2000, article 3.8.2. et 3.8.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déclarations GIDAF et respect des VLE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cf articles 3.8.2. et 3.8.3. de l'AP de 2000 et article 2 APC du 23/01/2006</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la préparation de l'inspection, il a été constaté l'absence de déclaration GIDAF depuis mars 2025 sur les rejets dans les eaux superficielles. Il s'avère que l'exploitant avait saisi les données mais non transmis la déclaration.</p> <p>Sur la période mars 2024 - février 2025 ayant fait l'objet de déclarations, il est constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - concernant les nitrates, le flux maximal en moyenne mensuelle est respecté ; - concernant les nitrites, des dépassements de la VLE en concentration sont constatés : 1 en août 2024, 3 en janvier 2025, puis 3 en janvier 2026. Ces périodes correspondent aux reprises d'activité suite à arrêt technique (sauf en août 2025 non objet de dépassements). L'exploitant a mis en place des mesures journalières en phase de redémarrage (sur les nitrites, mais plus globalement sur l'azote global et les nitrates suite au contrôle inopiné de 2024 et aux échanges associés avec l'inspection des installations classées). Il indique qu'en cas de dépassement en nitrites constaté sur une mesure journalière, le lendemain il est possible de renvoyer les effluents pour traitement complémentaire dans la piscine, ce qui permettrait d'éviter des dépassements les jours suivants. L'exploitant avait par ailleurs déclaré des rejets ponctuellement non conformes de DCO par courrier électronique du 1er décembre 2025. Les actions mises en œuvre ont permis d'éviter de nouveaux dépassements.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant met en œuvre les actions nécessaires pour prévenir tout dépassement de la valeur limite en concentration de nitrites, en phase de redémarrage après arrêt technique. Il veille à la bonne transmission des déclarations sur GIDAF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 11 : PFAS - suite des constats 12 à 14 de l'inspection 2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 et 4
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des valeurs d'AOF et nouvelle campagne d'analyses sur liste élargie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2 L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p> <p>Article 4 Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité. L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite aux demandes des constats n°12 à 14 de l'inspection 2025, et aux échanges associés (notamment courrier de demande de compléments du 09/09/2025), il était attendu : des recherches bibliographiques et sur site de sources potentielles de PFAS, l'analyse en lien avec ces éléments des concentrations mesurées en AOF lors des trois campagnes de mesures réalisées, puis une analyse élargie des PFAS dans les rejets d'ici fin 2025. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter d'éléments sur ces points, ce qui n'est pas acceptable. Concernant les recherches internes, il indique avoir saisi le référent environnement de Framatome, qui n'a pas répondu. Un devis est en cours avec un organisme de prélèvement accrédité pour la réalisation, d'ici fin juin, d'analyses sur les rejets du site sur la base d'une liste élargie de PFAS (Cf demande de l'inspection 2025) incluant le TFA.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant rend compte, dans le délai de réponse au présent rapport, de ses recherches internes sur les sources potentielles de PFAS, et rend compte dès réception des résultats d'analyses complémentaires sur les rejets du site (à déclarer également sur GIDAF).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois